

identitaires dans le monde juif, mais cette anecdote n'en reste pas moins une conséquence aussi accidentelle que calculée du traitement de la question identitaire juive dans la Lituanie de l'entre-deux-guerres.

Šarūnas Liekis
(Traduit de l'anglais par Émilie L'Hôte)

Guerre et occupation dans la première moitié du xx^e siècle

En 2001, l'artiste croate Sanja Ivekovic propose une version remodelée de la *Gëlle Fra*, le monument luxembourgeois commémoratif des deux guerres mondiales le plus emblématique. Cette copie représente une Victoire enceinte, posée sur un socle où sont gravées des inscriptions diverses, positives comme « résistance », ou négatives – comme « pute ». L'artiste cherche ainsi à interroger la mémoire collective luxembourgeoise et souligne notamment l'absence des femmes des grands récits de la guerre. La *Lady Rosa*, le nom que Sanja Ivekovic donne à sa Victoire, va provoquer une des plus importantes controverses que le Luxembourg ait connues après 1945, et cela plus de soixante ans après la libération du territoire luxembourgeois par les troupes alliées¹.

Les occupations constituent une expérience centrale pour l'Europe au cours de la première moitié du xx^e siècle. Hormis quelques îlots épargnés comme la Suisse, tous les pays ont vécu cette expérience, soit comme occupés, soit comme occupants, voire les deux à la fois. Ce traumatisme est généralement considéré comme un élément particulièrement disruptif dans la vie quotidienne. L'intérêt historiographique se porte, dès avant la fin de l'occupation, sur les moments les plus éclatants. Les biographies de collaborateurs connus, des portraits d'illustres résistants, des

1. Pour plus de détails, voir B. Majerus, « D'Gëlle Fra », in S. Kmec et al. (dir.), *Lieux de mémoire au Luxembourg. Usages du passé et construction nationale*, Luxembourg, Éditions Saint-Paul, 2007, p. 291-296.

récits de massacres particulièrement sanglants, des livres-mémoire sur l'unité entre nation, État et peuple sont légion pendant la Seconde Guerre mondiale, mais ils apparaissent aussi dans les régions envahies pendant la Première Guerre mondiale. Et malgré une démarche méthodologique qui commence à dater, les images « collectives » de l'occupation semblent toujours tributaires de tels récits². Plutôt que d'offrir un aperçu général du phénomène de l'occupation qui serait faussé par le manque de maîtrise d'au moins une des langues de l'Europe de l'Est³, je m'interrogerai sur une grille qui détermine le plus souvent l'analyse de l'occupation, et qui semble l'un des principaux biais, la nation.

On se limitera, pour les mêmes raisons, à l'Europe de l'Ouest de la première moitié du XX^e siècle, et, malgré la comparaison synchronique et diachronique, à un espace très limité, la France et le Benelux.

Très longtemps, on a désigné la guerre avec le couple manichéen résistance/collaboration. Aujourd'hui s'impose peut-être une nouvelle opposition, tout aussi manichéenne et peu parlante, victime/bourreau. La période du « tous résistants » s'est muée en celle du « tous collaborateurs ». Les historiens se sont finalement mis d'accord pour affirmer qu'il s'agissait de deux phénomènes extrêmes et marginaux, qui concernaient des groupes sociaux relativement réduits et n'avaient guère de valeur explicative pour la majorité des populations touchées par l'occupation. Par la suite, quelques-uns d'entre eux ont essayé d'affiner la lecture du phénomène. Philippe Burrin a rencontré un succès

2. M. Flacke (dir.), *Mythen der Nationen. 1945. Arena der Erinnerungen*, Mainz, Deutsches Historisches Museum, 2004.

3. Pour des réflexions plus générales sur le phénomène des occupations, voir G. Kronenbitter (dir.), *Besatzung. Funktion und Gestalt militärischer Fremdherrschaft von der Antike bis zum 20. Jahrhundert*, Paderborn, Schöningh, 2006 ; N. Beaupré, A. Duménil et B. Majerus (dir.), « Une histoire croisée des occupations (1914-1948) », *Revue européenne d'histoire sociale*, n° 17, 2006, ainsi que le projet ANR <http://www.occupations-militaires-europe.com/>.

considérable avec sa formule de l'« accommodation » – mot entré depuis dans le vocabulaire historiographique courant⁴. Marc-Olivier Baruch, de son côté, s'est inspiré des travaux de Martin Broszat sur la Bavière⁵. Ce dernier avait développé le concept de *Resistenz*, afin de penser une société vivant dans un régime national-socialiste, mais Baruch l'a réactivé pour analyser le monde des hauts fonctionnaires français sous le régime de Vichy. Et comme tout historien de la Seconde Guerre mondiale, l'auteur de ces lignes a, lui aussi, cru devoir s'illustrer en développant une grille à différents niveaux qui permet d'analyser le comportement de la population à partir de six catégories – résistance/opposition/dissonance et consentement/coopération/collaboration⁶.

Certes, on pourrait me contredire en affirmant que d'autres fractures idéologiques que celle du nationalisme ont déterminé ces choix, par exemple celle qui sépare fascisme et antifascisme. Dans la plupart des pays, les discussions visant à déterminer la motivation des résistants sont loin d'être terminées. Sans nier la motivation antifasciste d'individus ou de groupes, un certain consensus semble prévaloir qui avance que la grande masse des résistants – si l'on peut parler de « masse » pour ce phénomène minoritaire – aurait agi plutôt pour des raisons liées à la nation. En ce sens, le titre d'un livre de José Gotovitch sur le parti communiste belge – *Du rouge au tricolore* – est représentatif d'un phénomène qui dépasse la Belgique⁷.

4. Ph. Burrin, *La France à l'heure allemande. 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995.

5. M.-O. Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997, p. 431-432.

6. B. Majerus, « Kollaboration in Luxemburg, die falsche Frage ? », in ... *et wor alles net esou einfach. Questions sur le Luxembourg et la Deuxième Guerre mondiale*, Luxembourg, Musée d'histoire de la ville de Luxembourg, 2002, p. 126-140.

7. J. Gotovitch, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de l'histoire de la Résistance en Belgique*, Bruxelles, Labor, 1992.

Reste donc la nation comme ligne de division. On ne présentera pas la naissance des nations, histoire maintenant bien connue, mais un élément semble néanmoins central. En se professionnalisant à la fin du XIX^e siècle, les historiens se sont tellement impliqués dans l'État-nation et dans sa construction que leur discours interroge rarement ce dernier d'une manière fondamentale. Celui-ci paraît fonctionner comme un axiome de départ qu'il ne faut guère discuter, au point que même une histoire comparative, une histoire des transferts ou une histoire croisée, qui se positionne explicitement comme critique face au cadre national, y reste enfermée⁸. On compare deux pays, on analyse le transfert d'un pays vers un autre, on croise les regards que deux nations portent l'une sur l'autre. D'autres critères – le genre, le groupe social, la génération... – comme axe comparatif ou croisé sont rarement mis en avant d'une manière explicite. Dans l'historiographie sur la guerre en général et l'occupation en particulier, la nation surdétermine notre approche. Le terme même d'« occupation » n'a de sens que dans une telle vision. En effet, plus qu'un simple rapport de domination, l'occupation implique toujours une question de légitimité nationale et elle est liée au sentiment de « domination étrangère ». Personne ne parlerait d'occupation pour décrire la relation entre un salarié et son patron, un fils et son père, une femme et un homme. L'occupation s'associe à la notion d'espace, directement liée à la nation dans notre culture : plus aucun espace n'existe qui n'appartienne à un État-nation. Nous sommes donc enfermés dans ce cadre très contraignant.

Certes, les historiens ne sont pas les seuls à voir leur pratique définie par cette notion. Les processus de nationalisation vécus par les populations européennes aux XIX^e et XX^e siècles font que leurs pratiques et représentations sont également déterminées par cette variable que constitue la nation. Parler d'« occupation » pour les Temps modernes semble un anachronisme, commis essentiellement par les historiens romantiques de la fin du

8. M. Werner et B. Zimmermann (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004.

XIX^e siècle. Le terme de *Fremdherrschaft* qui aurait, selon eux, caractérisé la Belgique et le Luxembourg entre le XV^e et le XIX^e siècle, à cause de la présence successive des Espagnols, des Autrichiens et des Français, est aujourd'hui justement rejeté parce que ces périodes ne nourrissent pas de sentiment national. Dans une réflexion plus large sur les expériences de guerre, Ute Planert place la césure à la fin des guerres napoléoniennes, cette *Schwelle zum nationalen Zeitalter*. La charge nationale n'aurait été ajoutée à ces conflits qu'à la fin des années 1830 et au début des années 1840⁹. Les dernières cent cinquante années sont précisément marquées par la nationalisation de larges couches de la société, que ce soit par le biais culturel – symboles et fêtes nationaux –, politique – droit de vote – ou social – systèmes de protection sociale. L'occupation contribue à renforcer ce processus par les discours de l'Autre qu'elle fait naître, qui est présenté comme « unifié » du point de vue de la nationalité, même si des différences sociales existent à l'intérieur de cette supposée unité.

Cette nationalisation constitue un phénomène avec des temporalités différentes en Europe mais néanmoins commun à tout le continent. Il serait donc erroné d'affirmer que le fait national n'ait pas d'implications sur les pratiques et représentations des populations. Le problème réside plutôt dans sa surdétermination. D'autres identités spatiales – régionales, locales – peuvent bouleverser les logiques nationales. La Flandre, pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale, illustre cette concurrence entre différentes légitimités liées à l'espace. Sans convaincre la majorité de la population, ni en 1914-1918, ni en 1940-1945, les flamingants prônent une coopération active avec l'occupant allemand et arrivent néanmoins à opposer une

9. U. Planert, « Zwischen Alltag, Mentalität und Erinnerungskultur. Erfahrungsgeschichte an der Schwelle zum nationalen Zeitalter », in N. Buschmann et C. Horst (dir.), *Die Erfahrung des Krieges. Erfahrungsgeschichtliches Perspektiven von der Französischen Revolution bis zum Zweiten Weltkrieg*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2001, p. 51-66.

autre logique à la nation belge. Mais on pourrait argumenter que la ligne de fracture reste, dans une certaine mesure, celle de l'État-nation.

Or les identités de groupes sociaux, de genres ou de générations peuvent entrecouper le fait national. Ainsi, les nombreuses grèves qui éclatent à l'automne 1940 en France, en Belgique et aux Pays-Bas sont-elles sans doute liées à la guerre par la désorganisation du monde économique et les tensions qui en découlent, mais elles ne sont pas nécessairement dirigées contre l'occupant.

Les quelques exemples belges de la Première Guerre mondiale décrits ci-dessous sont des indices qui témoignent d'une réalité complexe. Ils montrent que les antagonismes sociaux d'avant guerre subsistent et sont parfois même exacerbés pendant le conflit comme c'est le cas pour la police bruxelloise. Du fait d'une situation socio-économique de plus en plus difficile, ce corps connaît la première grève de son histoire en 1918. Bricolant explicitement le tabou patriotique, la police s'adresse à l'occupant.

Plus significative, la relation entre ouvriers et patronat reste également tendue, et la guerre ne parvient pas à établir de véritable union nationale entre ces groupes socioprofessionnels. À Bruxelles, les affaires prudhommales connaissent une hausse relative, et un homme politique socialiste déclare que « l'union patriotique n'a pas déteint assez fortement sur les rapports entre employeurs et employés¹⁰ ». En outre, seuls les ouvriers belges sont touchés par les déportations massives, ce qui ne fait qu'attiser l'animosité entre les classes. Il s'avère donc plus utile d'appréhender ces manifestations par un concept surtout utilisé pour les troubles alimentaires du XVIII^e siècle, et popularisé par E. P. Thompson, à savoir celui de *moral economy*. Lynne Taylor a étudié dans le Nord de la France, lors de la Seconde Guerre mondiale, toute l'utilité de

10. L. Bertrand, *Schaerbeek pendant la guerre. 1914-1918*, Bruxelles, Agence Dechenne, 1919, p. 243.

cette approche qui ne se focalise pas sur le fait national mais sur le fait social¹¹.

D'autre part, la norme nationale n'est pas la seule qui s'impose sous l'occupation. Les classes les plus pauvres de Bruxelles sont disciplinées/« civilisées » pendant la Première Guerre mondiale par les organisations de secours mises en place par la bourgeoisie belge. Grâce à des distributions de soupe, de lait pour les nourrissons, cette bourgeoisie impose ses valeurs sociales et morales en refusant d'aider les personnes qui boivent de l'alcool, qui vont voir des prostituées ou ne s'occupent pas « convenablement » de leur famille... L'élément central de ce quart-monde bruxellois, l'élément clé de cette occupation, ne relève donc pas tant de l'opposition à l'occupant « boche » que de sa disciplinarisation sociale par un autre groupe social, et de tels exemples ne sont pas limités à la Belgique occupée.

Une argumentation similaire pourrait aussi s'appliquer au genre ou à la génération. Ces éléments identitaires, que ce soit à travers des unités spatiales autres que l'État-nation ou des systèmes différents, peuvent avoir des chronologies et des logiques propres. Il ne s'agit pas de fixer une hiérarchie inamovible qui serait un « guide » pour des historiens travaillant sur l'occupation, mais simplement de rééquilibrer un faisceau d'éléments dont le rôle est important. Autrement dit, de réintégrer l'histoire sociale dans une histoire de l'occupation.

Avec la fin des occupations, la lecture nationale de l'expérience est encore renforcée par les politiques mémorielles mises en place par les États-nations. Ainsi, après 1918, l'État belge détermine exactement la forme des commémorations. Le plus souvent, ce sont les soldats – même dans des pays dont les victimes civiles sont nombreuses comme la Belgique – qui sont mis en avant : armée et nation forment un couple indissociable et exclusif. Malgré ses six cent mille réfugiés, la Belgique n'édifie

11. E. P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, 1971, p. 76-136 ; L. Taylor, *Between Resistance and Collaboration. Popular Protest in Northern France, 1940-1945*, Londres, Macmillan Press, 2000.

que très peu de monuments en leur souvenir. Les autres éléments, pas déterminés par le fait national, n'ont pas droit de cité dans la mémoire officielle. L'histoire orale montre, aussi bien pour le Luxembourg que pour la Belgique, que l'expérience centrale pour beaucoup pendant l'occupation de la Première Guerre mondiale n'est pas la rencontre avec l'Allemand ou la résistance nationale, mais celle, jugée plus fondamentale, de la faim, plus souvent racontée *via* une analyse sociale – accapareurs contre population affamée –, et non une interprétation nationale.

La réduction historiographique des occupations au seul fait national a entraîné une lecture manichéenne et réductrice du phénomène. Réfléchir sur le « passé gris¹² » nécessite d'ouvrir la réflexion à d'autres problématiques, et donc de dépasser le prisme national. Que ce soit le genre, comme l'a illustré Sanja Ivekovic avec *Lady Rosa*, ou les rapports sociaux mis en avant par cet article, une multiplicité de logiques doivent être prises en compte. Les continuités entre temps de guerre et temps de paix remettent en cause le caractère inédit de certains phénomènes apparus pendant les occupations. Les identités sociales d'avant guerre imprègnent toujours les sociétés occupantes et occupées. Prendre en compte cette complexité permettra d'écrire une autre histoire des occupations du premier XX^e siècle.

Benoît Majerus

12. C. van der Heijden, *Grijs Verleden. Nederland en de Tweede Wereldoorlog*, Amsterdam, Uitgeverij Contact, 2001.

L'histoire romaine de Chypre

Présenter un exemple d'histoire européenne de ce que l'on pourrait appeler, du point de vue de la géographie et de l'administration, « périphérie » impose de faire un choix chronologique. Je me bornerai donc à l'histoire romaine de Chypre qui offre des leçons de méthodologie historique. En effet, les témoignages – sources littéraires, inscriptions et monuments – sont tels, en quantité et en qualité, qu'ils peuvent donner accès à des lectures idéologiques. En revanche, les monuments remarquables de l'époque romaine permettent de reconnaître à grande échelle les efforts économiques mis en œuvre par le pouvoir central dans les provinces pour intégrer l'île à l'homogénéité « romaine » pendant le Haut- et le Bas-Empire (I^{er}-V^e siècle apr. J.-C.). Ce choix arbitraire qui brise la « continuité » de l'histoire ancienne d'une grande île (XI^e siècle av. J.-C.-565 apr. J.-C.) est presque obligatoire, notamment si l'on considère que, à partir d'Alexandre, il n'existe plus d'« histoire chypriote ».

Je tâcherai d'éviter de me servir de l'histoire romaine de Chypre pour établir certaines liaisons « marquantes », c'est-à-dire artificielles, qui constitueraient une sorte de légitimation du « présent européen » de Chypre à travers sa partie la plus significative en termes de transmission de la civilisation gréco-romaine à l'Europe moderne, son passé romain. En tout cas, il faut se garder des affirmations génériques qui négligent les formes juridiques concrètes, la colonisation romaine ou l'emploi du latin.

On entend par « histoire romaine » de Chypre l'histoire du processus de la « romanisation » de l'île. Dès que la « romanisation » est accomplie, après cinq siècles, en Afrique, en Asie, en